

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 14 juillet 2024

L'autre peuple victime du nouvel ordre mondial totalitaire.

Conflit en RDC : la malnutrition aiguë menace «plus d'un million d'enfants», alerte l'OMS - RT 13 juillet 2024

«Si aucune mesure immédiate n'est prise pour répondre aux besoins fondamentaux en RDC, plus d'un million d'enfants souffriront de malnutrition aiguë», a déclaré le 12 juillet Adelheid Marschang, responsable principale des urgences à l'OMS, lors d'une conférence de presse à Genève.

L'agence onusienne a mis en garde contre l'impact sur la population civile du conflit qui perdure depuis plus de deux ans entre les forces congolaises et le mouvement M23 soutenu par le Rwanda dans les régions orientales du pays. Conflit qui a provoqué la fuite d'un nombre croissant de personnes, avec 2,7 millions de déplacés dans le seul Nord-Kivu.

L'OMS a mis en avant les importantes inondations et les graves glissements de terrain, ainsi que des conflits qui couvent depuis longtemps dans d'autres régions de la RDC, ayant intensifié les besoins de la population au sein de laquelle *«25 millions de personnes dépendent d'aide humanitaire»*, a martelé l'agence de l'ONU dans un communiqué.

«L'insécurité alimentaire généralisée, croissante et récurrente dans les zones, qui ont été le théâtre de conflits des années et des décennies durant, où nous assistons récemment à une escalade, est à l'origine de la malnutrition aiguë», a précisé Adelheid Marschang.

Cette dernière a également averti que *«la population est confrontée à des épidémies de choléra, de rougeole, de méningite, de variole et de peste, toutes exacerbées par les graves inondations et glissements de terrains qui touchent certaines parties du pays»*.

Depuis le début de l'année, l'OMS a enregistré plus de 20 000 cas de choléra dans le pays et 65 000 cas de rougeole, dont 1 523 décès signalés, et 3 073 cas de méningite, dont 251 décès dans ce pays africain des Grands lacs. Selon Adelheid Marschang, les chiffres réels pourraient être plus élevés en raison de l'insuffisance de la surveillance de la maladie et du manque de communication des données.

L'OMS a également fait part de ses inquiétudes concernant la circulation d'un variant de la variole du singe (Mpox) en RDC, précisant que plus de 11 000 cas, dont 445 décès, sont répertoriés, avec un taux de létalité élevé de plus de 4%. *«Les enfants sont particulièrement touchés par cette épidémie, avec des taux de mortalité encore plus élevés»,* met en garde l'OMS dans son communiqué. RT 13 juillet 2024

J-C – Dans la pièce où se trouve l'ordinateur, figure un petit cadre marocain que j'avais acquis en 1976, dedans se trouve la photo d'une Ethiopienne que j'y avais placée plus tard, portant dans ses

bras son petit enfant squelettique, tous deux grimaçant horriblement, la bouche ouverte hurlant la souffrance causée par la faim avant que la mort les emporte.

Cette vision effrayante m'obsède. Elle était gravée dans mon cerveau avant que je vienne vivre en Inde, et elle ne m'a jamais quitté. Comment une telle injustice, une telle cruauté est-elle possible de nos jours ?

Au fait, pour quoi êtes-vous allés voter au juste, sinon pour perpétrer cette barbarie, j'en ai bien peur malheureusement.

Tentative d'assassinat de Donald Trump aux Etats-Unis. Il y en a qui s'impatientent...

Donald Trump, touché par un coup de feu pendant un meeting, est sain et sauf - Courrier International 14 juillet 2024

Donald Trump s'adresse à ses militants, parlant d'immigration lors d'un meeting à Butler en Pennsylvanie. Résonne alors comme une sorte de pétard. L'ancien président s'arrête, se touche l'oreille et se couche au sol. Les membres des services secrets se jettent sur la scène pour le protéger.

“Tout le monde s'est immédiatement jeté au sol - moi compris”, raconte un journaliste du New York Times, présent sur place. *“Les gens criaient, disaient à terre, des coups de feu ont été tirés. Je suis resté sous l'estrade de la presse jusqu'à ce que j'entende des applaudissements”* Ces applaudissements ont suivi le poing levé de Donald Trump, *“en signe de défi”*, alors que des agents le conduisaient à un véhicule, poursuit le reporter. Le haut de l'oreille droite en sang, le candidat républicain à l'élection présidentielle est sain et sauf. Il a été rapidement conduit dans un hôpital de la région. Mais un spectateur du meeting a été tué.

Le suspect, lui, a été abattu par les agents du Secret Service, rapporte CNN. L'affaire est traitée comme une *“possible tentative d'assassinat”*. Si les détails sur le tireur et le contexte de l'attentat manquent, le procureur du comté de Butler, où se tenait le meeting, a confié à la chaîne que *“très franchement”*, il ne savait pas comment l'auteur des coups de feu avait pu arriver là où il était placé, une position surélevée à l'écart du rassemblement. Il n'est pas passé par les portiques de sécurité d'après le procureur.

NBC News évoque notamment le sénateur JD Vance de l'Ohio, potentiel vice-président sur le ticket républicain. Selon lui, *“le principe de base de la campagne Biden est que le président Donald Trump est un fasciste autoritaire qui doit être stoppé à tout prix. Cette rhétorique a mené directement à la tentative d'assassinat”*. Courrier International 14 juillet 2024

Vaut mieux en rire qu'en pleurer. Je vous ordonne de rire. Où va se nicher leur dictature.

J-C - Pourquoi nous pourrissent-ils la vie ? Pour que nous soyons en mauvaise santé et engraissons les trusts pharmaceutiques. Chacun devrait savoir, que l'état de santé mental ou psychologique d'une personne a une influence sur le fonctionnement de son cerveau, qui commande celui de tous nos organes ou l'ensemble des cellules de notre corps.

Une grande partie des désordres biologiques causés par le stress ou l'angoisse, le mal de vivre, ont une origine psychologique, on parle alors de maladies psychosomatiques, si bien que certaines personnes atteintes de graves maladies ou diagnostiquées incurables parviennent à recouvrer la santé en se passant de substances médicamenteuses, simplement en améliorant leur mode de vie et en ayant une alimentation saine ou équilibrée, encore faut-il en avoir les moyens, ce qui ne sera pas le cas des plus pauvres abandonnés à eux-mêmes ou dont le sort est désespéré.

Japon : les habitants d'une préfecture invités à rire au moins une fois par jour - RT 13 juillet 2024

Pour préserver la santé de ses habitants, la préfecture de Yamagata, dans le nord-est du Japon, les invite à rire «*une fois par jour*». Cette mesure se base sur une étude tendant à prouver que les «*rieurs*» sont moins impactés par les AVC et les maladies cardio-vasculaires. Une loi qui n'a pas plu à tous les responsables politiques de la région.

C'est une mesure qui peut prêter à sourire. Le 5 juillet, le conseil préfectoral de Yamagata, dans le nord-est du Japon, a validé une «*Ordonnance pour la promotion de la santé par le rire de Yamagata*», qui vise à «*assurer une vie lumineuse et saine*» aux habitants de la région, a rapporté l'édition nipponne du Huffington Post.

Plus prosaïquement, les autorités de Yamagata ont décidé que tous les 8 du mois seraient un «*jour de promotion de la santé à travers le rire*». Le texte enjoint également les habitants de Yamagata à «*se maintenir en bonne forme grâce au rire, par exemple en riant une fois par jour*». Cette ordonnance n'est toutefois pas coercitive et «*ne prévoit pas de sanction*», précise le site. Les élus de la préfecture ont également assuré que l'ordonnance «*tient compte de la volonté et de la situation de chacun*».

Cette mesure, pour le moins atypique, a été proposée par l'antenne locale du Parti libéral-démocrate, se basant sur une étude réalisée en 2019 par le département de médecine de l'université de Yamagata. En étudiant les données de plus 17 000 individus, il a été conclu que le taux de mortalité des personnes qui ne rient pas ou peu était deux fois plus élevé comparé à celui des personnes qui rient souvent. Ainsi, chez les «*rieurs*», les risques d'AVC et de maladies cardiovasculaires étaient également moins élevés.

En juin 2023, Franceinfo rapportait que des écoles avaient été créées dans l'archipel pour réapprendre à ... sourire. En effet, déstabilisés par la fin du port du masque obligatoire, les Japonais avaient perdu l'habitude de montrer leur menton ou leur bouche. RT 13 juillet 2024

J-C - Ceux qui ont fait la promotion des masques ou muselières, sont des monstres de cruauté ou des abrutis finis.

Mes commentaires publiés par le blog Le Grand Soir que je remercie au passage.

1 - Merci à @milsabor.

Quel matraquage, comment dire, insensé, non, plutôt propagande antidémocratique, osons, antisocialiste !

- La démocratie est bloquée.
- Est-ce qu'une démocratie bloquée peut être encore une démocratie ?
- La démocratie en France
- la question des problèmes de la démocratie française
- On trouve une situation comparable à la crise de la démocratie française
- Une crise en fait endémique de la démocratie.
- les mêmes symptômes de crise de la démocratie
- Dans les conditions d'une crise de la démocratie
- Crise de la démocratie et immigration
- Cette crise de la démocratie française
- La démocratie électorale régulaît les conflits politiques.
- Le principal danger pour la démocratie
- La relation entre la crise de la démocratie française et les enjeux géopolitiques actuels.
- Celui de l'exemplarité de la démocratie occidentale
- Vers une nouvelle démocratie bien plus réelle

N'en jetez plus ! Vous vouliez convaincre qui ?

Impressionnant, délirant, non ? Si après cela, vous n'êtes pas encore convaincu que nous avons toujours vécu en démocratie sous le régime de la Ve République bonapartiste, qui comme chacun sait incarne depuis 1958 et le général-président le gouvernement du peuple pour le peuple, entendez pour le bien des exploités et des opprimés, c'est que vous êtes d'indécrottables réactionnaires !

La véritable démocratie ne consisterait-elle pas à rompre avec le capitalisme et toutes ses institutions ?

2 - La véritable démocratie ne consisterait-elle pas à rompre avec le capitalisme et toutes ses institutions ?

Il semblerait que tout le monde évite soigneusement d'aborder ou de répondre à cette question... pour parler d'autres choses. Pourquoi ? Révélateur, de quoi ? Préoccupant, non ?

@François Jacques

Tout sonne faux dans cet article. Pour son auteur, qui s'exprime au nom de la Gauche Eco-socialiste, il faudrait une "*révolution sociale*", qui, dit-il, "*se définit comme « une gauche de rupture radicale pour nous défaire du capitalisme »*", sans jamais expliquer comment y parvenir, peu importe, car comment cette révolution sociale pourrait-elle voir le jour, si elle n'était pas précédée d'une révolution politique, peu importe puisqu'elle n'aura jamais lieu ou ce n'est pas l'objectif de ce courant politique.

Que camoufle ce discours qui se veut radical à la tonalité faussement marxiste ? Le refus d'affronter le capital et une énième tentative de discréditer le marxisme et le socialisme. En voici la preuve.

L'auteur de cet article justifie le "*soutien financier et militaire à l'Ukraine face à l'agression russe*". En quoi soutenir l'OTAN serait-il marxiste ?

Il reprend également à son compte les accusations portées par les sionistes génocidaires et le Nouveau Front Populaire, cette précision vient de lui, qui affirment que "*les attaques du 7 octobre étaient des attaques terroristes*", alors qu'il s'agissait d'un soulèvement révolutionnaire que les marxistes devaient soutenir, même s'il était voué à l'avance à la défaite, tout comme Marx se plaça au côté des Communards en 1871, au lieu de condamner leur soulèvement dont l'issue était connue d'avance.

Et que nous dit-il de la "*révolution sociale*" qu'il appelle de ses vœux ? Quel contenu social lui donne-t-il ?

Écologique, féministe, antiraciste, LGBTQiste, tout un programme (soutenu ou partagé par Davos) ! Sans jamais remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation qui caractérisent le capitalisme. Et pour cause, il devait lui préférer "*l'autogestion*" ou l'auto-exploitation, les conditions sociales des travailleurs demeureraient soumises aux lois de fonctionnement du capitalisme, aux lois du marché, une forme de corporatisme à peine déguisée ou assumée sournoisement, car "*toutes celles et tous ceux qui participent à la vie sociale dans tous ses aspects*" participeraient à "*l'auto-organisation de la société*", vous aurez reconnu les acteurs de la "*société civile*" chère à la réaction, tandis que "*l'auto-gouvernement populaire*" en serait le versant politique. (Source : <https://gauche-ecosocialiste.org/qui-sommes-nous/>)

Bref, tous les enseignements de la lutte de classe du passé, du *Manifeste du Parti communiste* à ceux de la révolution russe de 1917, sont bons pour la poubelle ! En fait, on a l'impression de revenir près de deux siècles en arrière, à l'époque des socialistes utopiques qui "*continuent à rêver la réalisation expérimentale de leurs utopies sociales - établissement de phalanstères isolés, création de home-colonies, fondation d'une petite Icarie, édition in-douze de la Nouvelle Jérusalem, - et, pour la construction de tous ces châteaux en Espagne, ils se voient forcés de faire appel au cœur et à la caisse des philanthropes bourgeois.*" (Marx et Engels - Manifeste du Parti communiste)

3 - @ Vincent

- Le Souverainisme de Gauche.

Le social-patriotisme du XXI siècle ! Je sens qu'on progresse... à reculons !

@ milsabor

(Le communisme) "*ce concept a dégénéré en dictature du parti communiste*". Pas du tout, l'explication est ailleurs, car il ne s'agit pas d'un concept ou d'une idéologie à proprement parler, c'est en quelque sorte le constat ou la traduction politique (consciente) du fait que, les rapports sociaux basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme sont à notre époque plus que jamais incompatibles avec la satisfaction des besoins de 8 milliards d'hommes et de femmes, besoins sociaux que le capitalisme est incapable de satisfaire, alors que le niveau atteint par le développement des forces productives permettrait de les satisfaire...

Le capitalisme est devenu une entrave au progrès social et une menace pour la survie de la civilisation humaine. Il est devenu inutile et nuisible pour l'humanité. Par conséquent, il doit disparaître et céder la place à un mode de production supérieur basé sur la propriété collective des moyens de production, et la répartition des richesses produites, de manière à pouvoir satisfaire les besoins de la totalité de la population, dans un premier temps en supprimant les inégalités sociales les plus flagrantes en procédant à expropriation des capitalistes, l'objet du socialisme, puis une fois bien engagé sur la voie menant à la fin du règne de la nécessité, qui coïncidera avec la fin du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, le temps viendra où l'extinction des classes et de l'État cessera d'être une utopie, où le règne de la liberté chère aux communistes et aux anarchistes se réalisera.

Le communisme s'inscrit dans le cadre d'un processus dialectique et historique entamé il y a des dizaines de milliers d'années, au cours duquel l'espèce d'hominidés à laquelle appartiennent les homos sapiens a connu d'importantes transformations morphologiques et biologiques au fil des millénaires, qui coïncidèrent avec son élévation de sa condition animale primordiale à celle de l'homme moderne tel qu'il existe aujourd'hui, essentiellement en transformant ou domestiquant son environnement, afin de pouvoir satisfaire ses besoins immédiats et assurer la survie et le développement de son espèce.

Partant de la condition animale, mû principalement par leur instinct de survie lié à leurs fonctions et besoins biologiques, se servant au départ de leurs sens comme seuls instruments, guidés principalement par un sens aigu de l'observation, ayant constaté que dans la nature les mêmes causes produisaient les mêmes effets, ils se mirent à les imiter, à les reproduire, et sous l'effet de la répétition, ils finirent par en conserver la trace, par les associer, les comparer, de telle sorte qu'ils purent se livrer à des gestes de plus en plus complexe donnant lieu à des résultats inattendus qu'ils mémorisèrent pour les reproduire à leur tour, se les transmettant de génération en génération, si bien qu'ils arrivèrent à façonner des outils rudimentaires, qu'ils utiliseraient pour améliorer leur technique de chasse et de pêche, pour conserver leurs aliments, construire leurs habitations, améliorant progressivement leurs conditions d'existence.

L'ensemble de ce processus allait donner naissance à une multitude de nouveaux besoins au fil du temps, sans qu'ils sachent par quels moyens les satisfaire, il leur faudrait donc redoubler d'imagination et de créativité, pour les découvrir ou les mettre au point, ce qui les amènera à se doter des éléments rudimentaires des mathématiques et de la logique, qu'ils allaient utiliser pour organiser leur société et leur production. Entre temps, ils étaient devenus des producteurs, tout du moins les plus évolués d'entre eux, car leur développement fut inégal, selon qu'ils étaient demeurés isolés ou qu'ils avaient commencé à s'organiser en tribus, plus ils étaient parvenus à partager le produit de leurs expériences et à se répartir les tâches, plus ils avaient réalisé de progrès économiques et sociaux. Arrêtons-nous là, car nous connaissons la suite. A l'étape suivante, ils produiront plus que de besoin, le procès d'accumulation sera né, précipitant les conditions qui

verront apparaître des distinctions sociales entre eux, qui favoriseront l'apparition des classes sociales, puis plus tard de l'État et ainsi de suite jusqu'à nos jours...

Toute cette histoire n'a de sens, que si on la replace dans sa dynamique et on la traite dialectiquement, c'est-à-dire, comme elle s'est réellement passée, et non comme on aurait souhaité qu'elle se soit produite, ce qui n'est pas du tout la même chose. Et que constatons-nous, sinon que le progrès social est à l'origine du développement de la civilisation humaine au fur et à mesure que les hommes en prenaient conscience, et que sans lui, les hommes en seraient restés au stade de la barbarie, auquel les tenants du capitalisme veulent nous ramener de nos jours.

Lu. Rappels.

Le Monde diplomatique - Les premiers succès du Front national (FN) enregistrés lors de scrutins locaux en 1983 coïncident avec la soumission aux contraintes européennes des socialistes au pouvoir lorsqu'ils renoncent à la politique de « *rupture avec le capitalisme* » prévue dans leur programme. Si rien ne relie alors les deux événements, l'obéissance des partis de droite comme de gauche aux règles d'une mondialisation qu'ils présenteront parfois comme « *heureuse* » fournira le terreau fertile d'un parti qui totalisait cent mille voix aux élections législatives de 1981.

À mesure que les classes dirigeantes abandonnent à des instances supranationales des pans croissants de leur souveraineté économique, monétaire, juridique, le débat public, jusque-là dominé par l'opposition entre libéralisme et socialisme, se trouve reformulé en clivages nationaux, culturels, sécuritaires, identitaires, voire civilisationnels.

LO - Le dernier acte politique de la Chambre de Front populaire fut de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Autrement dit, le Front populaire n'a ni protégé les travailleurs, ni fait barrage au fascisme et à la guerre. Cette histoire doit nous servir de leçon.

Pourquoi nous ne réclamons pas de la charte d'Amiens anarcho-syndicaliste.

Histoire de la CGT : des origines à 1914 - L'École Émancipée - Tendance de la FSU - 19 novembre 2016

Si les luttes entre courants socialistes s'exportent dans le mouvement syndical, il en est de même de la rivalité entre marxistes et anarchistes. Très implantée en région parisienne, la sensibilité libertaire refuse la conception d'un syndicat aligné sur le parti politique telle que l'incarnent les guesdistes. Trois grandes tendances cohabitent alors dans le syndicalisme français : les réformistes qui luttent pour des améliorations de la condition ouvrière dans le cadre du régime républicain bourgeois dont ils acceptent le cadre, les marxistes qui se divisent eux-mêmes entre diverses branches et dont l'objectif est la destruction de l'ordre capitaliste et les anarchistes très méfiants à l'égard de toute institutionnalisation et de toute récupération politique, fut-elle socialiste.

En parallèle à ce mouvement se développent dans tout le pays les Bourses du travail qui constituent une originalité du mouvement ouvrier français. Elles se multiplient dans toutes les grandes villes

ouvrières (Paris 1887, Saint-Etienne 1889, Toulouse 1890...). Souvent créés par des syndicats, ce sont des lieux d'entraide à la croisée du mouvement mutualiste et revendicatif. Elles aident les travailleurs dans leur démarche, organisent des collectes pour venir en aide aux grévistes, diffusent la littérature socialiste et organisent des cours du soir pour les ouvriers. Les Bourses s'organisent en 1892 en une fédération nationale bientôt dirigée par le militant libertaire Fernand Pelloutier. Les anarchistes agissent exclusivement dans ce cadre où ils promeuvent avant tout l'autonomie ouvrière contre la conception guesdiste du syndicat.

Néanmoins, des militants unitaires de deux fédérations (FNS et FNB) commencent à faire bouger les lignes. Le congrès de Nantes de la FNS se prononce pour la fusion de deux organisations en septembre 1894. L'idée fait son chemin et, du 23 au 29 septembre 1895, se tient à Limoges un congrès qui aboutit à la création de la Confédération générale du travail (CGT), qui rassemble une trentaine de fédérations départementales, vingt Bourses du travail et plusieurs syndicats locaux autonomes.

Lutte sociale, affirmation et indépendance de classe

Ce congrès constitutif marque une défaite des guesdistes et la prééminence du syndicalisme révolutionnaire. L'objectif de la nouvelle centrale est clair : « *La CGT a exclusivement pour objet d'unir sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale* ». Lors du même congrès, les délégués font de l'indépendance syndicale un principe fondateur : « *Les éléments constitutifs de la CGT devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques* ». La confédération naissante est néanmoins fragile et doit faire face, pour quelques années encore, à la concurrence de la Fédération des Bourses du travail qui ne s'est pas dissoute.

La montée en puissance de la CGT se fait avec l'arrivée à sa tête d'une nouvelle génération moins marquée par les débats du passé et tournée vers les nouvelles réalités du monde du travail du XXe siècle. Incarnés par Émile Pouget ou Victor Griffuelhes, ces nouveaux cadres font évoluer les structures de la CGT vers une union de fédérations d'industrie supplantant la vieille organisation en syndicats de métiers. Ce nouvel élan syndical se fait sur des bases anarcho-syndicalistes que matérialise la fameuse charte d'Amiens. Adoptée en octobre 1906, elle réaffirme l'indépendance de la CGT qui se construit sur la base de la reconnaissance de la lutte des classes, mais n'oppose jamais le combat pour les revendications immédiates à l'objectif final qui reste l'abolition du salariat par l'expropriation du capital.

J-C – J'ai corrigé de nombreuses fautes d'orthographe.

A un moment donné je m'y étais rallié, bien que l'indépendance qu'elle revendiquait me semblait suspecte ou injustifiée, car faisant la part belle à l'opportunisme. En effet, car tous ceux qui s'en sont réclamés par la suite, s'en sont servis pour justifier leur refus d'affronter les capitalistes et donc d'avancer vers le socialisme.

Le vers qui devait pourrir le syndicalisme, fut donc introduit dans la CGT dès sa fondation, tout s'explique. Pas étonnant que les sociaux-démocrates et les staliniens, mais aussi les différents courants trotskystes y tiennent autant que les anarchistes. Trotsky la condamna également.

A bas la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République !

Qu'est-ce que signifie la menace annoncée d'une motion de censure destinée à renverser un gouvernement du NFP, alors que la constitution d'un tel gouvernement est plus qu'improbable, car qu'il voudrait adopter une des mesures sociales qui figurait dans son programme, sinon que la Constitution de la Ve République est antidémocratique et antisociale et qu'elle doit être abolie.

Mieux, cela démontre que la formation d'un gouvernement ouvrier est incompatible avec l'existence des institutions de la Ve République, il faut donc se préparer à les renverser. Elles doivent disparaître et céder la place à des institutions forgées par les travailleurs eux-mêmes au cours de leur soulèvement révolutionnaire, institutions ouvrières dans lesquelles les représentants du capital n'auraient pas leur place, aucune tribune ne leur serait accordée pour diffuser leur propagande contrerévolutionnaire, ce qui écarte le recours à une Assemblée constituante.

Confirmation.

François Bayrou estime qu'"il ne faut pas s'attendre à un nouveau gouvernement avant septembre ou octobre" - BFMTV 14 juillet 2024

Selon François Bayrou, c'est donc à Emmanuel Macron lui-même qu'il incombe "*le choix d'un gouvernement qui puisse garantir unité et cohérence*". "*Ce n'est pas dans les combinaisons de partis qu'on trouvera le gouvernement*".

Qu'est-ce qui distingue Mélenchon de ses détracteurs ex-LFI ? Tout est une question d'opportunité et d'intérêts personnels bien compris.

Mélenchon est beaucoup plus âgé qu'eux, il dispose d'un statut social et d'un revenu très confortable garanti jusqu'à la fin de sa vie, contrairement à eux qui se retrouveraient littéralement à la case départ ou de pôle emploi en cas de perte de leur mandat parlementaire, bien que ce genre d'arrivistes professionnels arrivent toujours à se recaser, à l'instar des ex-dirigeants syndicaux par exemple, ne serait-ce que pour service rendu au patronat ou à la réaction, et puis qui sait, ils pourraient encore servir dans l'avenir. Notez bien, qu'ils ne seraient nullement affectés par l'ingratitude dont ils pourraient faire l'objet ou si peu, tant leur prostitution assumée est méprisable.

Pour Mélenchon et sa clique, demeurer dans l'opposition parlementaire est plus confortable ou présente plus d'avantages et moins de risques, que gouverner et prendre des coups de tous les côtés à la fois, tandis que pour les membres de la bande rivale d'Après, figurer dans un gouvernement leur assurerait notoriété et une retraite enviable de ministre, et ne comporterait pas autant de risques, puisqu'ils sont prêts à renier leurs promesses électorales à la moindre objection provenant du Medef ou de la Bourse, à force d'arpenter les allées du pouvoir, ces philistins y ont pris goût, cela leur est monté à la tête

Quelle est la signification politique de la querelle entre Mélenchon et ses proches avec les dissidents de LFI, après avoir entrepris de scissionner de ce mouvement, de le briser ou de le vider de ses militants et sympathisants au profit d'une association nommée "*Après*" moi le déluge, qui témoigne de leur soumission au PS ? Avant d'y venir, il faudrait revenir sur la personnalité de Mélenchon.

Ils reprochent à ce mitterrandien assumé d'être trop radical, alors qu'il ne l'a jamais été qu'en parole, mais jamais réellement en acte comme chacun sait. Quand il a quitté le PS pour fonder le PdG, ce fut davantage parce qu'il était guidé par une soif dévorante de pouvoir et de reconnaissance, sans vouloir abonder dans le sens de ses ennemis d'Après, et j'explique tout de suite pourquoi.

Chez Mélenchon, ce sont toujours ses intérêts individuels qui eurent la priorité sur les intérêts collectifs qu'il prétendait représenter, son engagement politique a toujours dégagé un fort parfum nauséabond d'opportunisme, de démagogie à souhait, disons depuis sa rupture avec l'OCI au milieu des années 70, son ralliement au PS, en passant par sa participation au gouvernement Jospin sous Chirac, le reniement de la plupart des positions qu'il avait pu adopter, sur l'UE, l'OTAN et j'en passe, la liste serait trop longue à établir des mesures réactionnaires que lui ou ses proches ont votées ou sur lesquels ils se sont abstenus honteusement à l'Assemblée nationale sous les différents gouvernements depuis 40 ans, ou au Parlement européen.

Mélenchon, comme ses petits camarades d'Après, du PS, des Ecologistes, du PCF et leurs satellites d'extrême gauche, est un légaliste, un conformiste, un réformiste conservateur ou bourgeois, réactionnaire, il n'a jamais eu l'intention de révolutionner quoi que ce soit, sauf parfois en parole histoire de berner les naïfs et se donner bonne conscience à bon compte.

Après nous le déluge !

Législatives en France : des dissidents de La France insoumise lancent leur mouvement - RT 13 juillet 2024

Cinq figures de La France insoumise, en rupture avec la direction de leur parti, ont annoncé le 12 juillet la création d'une nouvelle force politique à gauche : «L'Après». Ce mouvement ambitionne notamment de «cimenter» le Nouveau Front populaire.

«L'Après» pour : Association pour une République écologique et sociale. Tel est le nom que prend une nouvelle composante politique de la gauche accueillant des figures de La France insoumise (LFI) en froid avec la direction du parti.

Lors d'une conférence de presse le 12 juillet, les députés Alexis Corbière, Clémentine Autain, Danielle Simonnet, Hendrik Davi ainsi que l'ancienne députée Raquel Garrido ont présenté ce nouveau mouvement. À l'exception de Clémentine Autain, qui a annoncé ne plus vouloir siéger avec LFI au Palais Bourbon, tous s'étaient vus refuser d'être réinvestis par leur parti lors des législatives anticipées.

L'Après n'est pas un parti à proprement parler, mais un «sas», un «*espace d'incubation pour les "désorientés" pour retrouver une maison commune*», a notamment précisé Clémentine Autain. (Un «*espace d'incubation* », on croirait entendre la présidente d'une start-up ! – J-C)

Danielle Simonnet a assuré que L'Après avait pour but d'être «*au service du Nouveau Front populaire*».

«*Parmi le tas de très bonnes raisons d'adhérer à L'Après : ce sera un lieu ouvert et bienveillant, loin des pratiques toxiques et des abus de pouvoir. Vous n'y croiserez pas Adrien Quatennens*» a notamment lancée Raquel Garrido, taclant l'ex-député LFI du Nord qui avait renoncé à sa

candidature aux législatives anticipées en raison de sa condamnation pour violences conjugales. Ce fidèle de Jean-Luc Mélenchon avait notamment pointé du doigt l'enregistrement des statuts de L'Après dès le 21 mai, soit bien avant les législatives et la fameuse «purge».

Selon Les Échos, les membres de L'Après auraient sollicité les groupes écologiste et communiste à l'Assemblée afin de leur proposer de «former un grand groupe commun». Une proposition restée sans réponse, a souligné le quotidien français. «*S'il le faut, on choisira entre les deux*», avait précisé à ce sujet Alexis Corbière. RT 13 juillet 2024

- L'annonce de ce nouveau mouvement des «*purgés*» a donné lieu à un règlement de compte en public sur les réseaux, entre Adrien Quatennens qui accuse les dissidents d'avoir créé leur force avant les Européennes et Raquel Garrido qui rétorque en égratignant son ancien allié.

«*Parmi le tas de très bonnes raisons d'adhérer à l'Après : ce sera un lieu ouvert et bienveillant, loin des pratiques toxiques et des abus de pouvoirs. Vous n'y croiserez pas Adrien Quatennens.*» Raquel Garrido sur Twitter 20minutes.fr 12 juillet 2024

Ils auraient trouvé le mouton à cinq pattes ou le clone de Bornes : Huguette Bello.

Résultats Législatives 2024 : Qui est Huguette Bello, la candidate que le PCF veut installer à Matignon ? - 20minutes.fr 12 juillet 2024

Présidente de la Réunion, l'intéressée reste relativement peu connue du grand public. Communiste, proche des Insoumis, elle pourrait être une «*solution*» pour trouver un compromis et éviter toute motion de censure, a confirmé Fabien Roussel, ce vendredi sur BFM TV. Il s'agit d'«*un très bon nom*», abonde le député LFI Antoine Léaument.

A 73 ans, Huguette Bello a siégé sur les bancs de l'Assemblée nationale entre 2007 et 2020 dans les rangs de la Gauche démocrate et républicaine. Elle était en 81e et dernière position sur la liste de Manon Aubry aux élections européennes.

Qualifiée de «*combattante de la dignité humaine et des droits des femmes*» par Aurore Bergé en avril, l'élue réunionnaise est également louée par Gabriel Attal, rappel Public Sénat.

Le premier ministre, lors d'une visite sur l'île, a salué «*une grande républicaine ayant à cœur de mettre au centre de son engagement politique la question de l'éducation de nos enfants*».

Mais le nom d'Huguette Bello a néanmoins fait railler certains socialistes. «*C'est une proposition sérieuse pour des gens qui ne veulent pas gouverner*», réagit l'un d'entre eux auprès de l'AFP. «*Vu la galère qui va l'attendre, même si cela dure deux mois, il vaut quand même mieux quelqu'un d'assez solide*», souligne un autre sur Public Sénat. 20minutes.fr 12 juillet 2024

Enfin, le PS préférerait gouverner en famille directement avec Macron.

Le PS refuse la candidature d'Huguette Bello, la LFI s'impatiente - LePoint.fr 14 juillet 2024

Le PS maintient son choix d'une candidature de leur premier secrétaire Olivier Faure pour Matignon, ont précisé plusieurs sources socialistes, considérant qu'elle était « *toujours légitime* ». « *Nous avons toujours dit qu'il fallait un consensus, donc on reprend les discussions* », ajoute une autre source, indiquant que le parti se gardait la possibilité de proposer d'autres noms de personnalités socialistes ou sans étiquette. « *On reste droit dans nos bottes, on ne peut défendre un scénario dont on sait qu'il ne mène à rien* », insiste un cadre socialiste. Huguette Bello, "c'est une proposition sérieuse pour des gens qui ne veulent pas gouverner", réagit une source socialiste. "Le vrai sujet va devenir Faure ou Mélenchon".

Refusant de céder à « *la pression* » des Insoumis, qui affirment que seuls les socialistes refusent la candidature d'Huguette Bello, le PS clame avoir eu confirmation que les Écologistes n'avaient pas pris position non plus pour la Réunionnaise.

L'entourage de la patronne des Écologistes, Marine Tondelier, a précisé à l'AFP qu'« *aucune décision n'avait été prise* » chez eux. « *On a besoin de temps collectif* », a-t-elle expliqué, précisant avoir eu Huguette Bello vendredi au téléphone.

Le coordinateur de La France insoumise Manuel Bompard a reproché samedi 13 juillet au Parti socialiste de "tout bloquer" dans les tractations à gauche pour former un gouvernement, après le refus d'entériner la candidature de la Réunionnaise Huguette Bello pour Matignon. LePoint.fr avec AFP et BFMTV 14 juillet 2024

Qui a remporté les élections législatives ? Les faussaires en action.

Il y en a qui prétendent que ce serait le Nouveau Front populaire, tandis que le clan à Macron et ses alliés disposeraient de davantage d'élus et auraient récolté plus de voix. Certes, mais ce que les uns et les autres oublient de mentionner, c'est qu'en additionnant les abstentionnistes (14 458 211) et les votes blancs (1 192 834) et nuls (395 497) on arrive à un chiffre supérieur à ceux du NFP, d'Ensemble et LR, ainsi que RN, avec 16 046 542 de voix ils constituent la majorité.

Si en plus on tient compte du bourrage de crâne ou de la machine infernale à manipuler les consciences, qui par un matraquage incessant, une propagande déchaînée est parvenu à convaincre d'aller voter les 20% qui s'abstiennent habituellement lors de chaque élection législative pour "faire barrage à l'extrême droite", avec littéralement un pistolet placé sur la tempe pour faire barrage à l'extrême droite, ce qui a faussé ces élections, on se dit qu'on est à nouveau en présence d'une formidable mystification à laquelle tous participent à des degrés divers à partir d'intentions inavouables.

Les électeurs du Nouveau Front populaire représentent les couches de travailleurs les mieux lotis, les couches supérieures de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, à l'inverse en partie de ceux de RN, la preuve en est qu'il a raflé la mise dans le bastion ouvrier du Nord au détriment du NFP et plus particulièrement du PCF. Quant aux abstentionnistes, ils ne peuvent provenir des électeurs des classes supérieures qui ont une conscience de classe, et qui savent que le meilleur moyen de défendre leurs intérêts, c'est encore de soutenir les partis qui les représentent dans les urnes, ils ne

restent plus que les couches les plus pauvres ou défavorisées de la classe ouvrière, des classes moyennes paupérisées.

Quand on nous dit que des millions de travailleurs et jeunes ont voté pour les candidats du Nouveau Front populaire, on passe sous silence leur statut social, et alors que plus des deux tiers étaient franchement étiquetés à droite, je veux parler des candidats du PS et des Ecologistes, ajoutons que ce n'est pas un hasard non plus, si les candidats les plus à droite de LFI ont été élus ou réélus. Autrement dit, quand le PT, entre autres, nous explique qu'ils incarneraient la rupture avec le capitalisme et ses institutions, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, mieux, je considère qu'une telle interprétation relève de l'escroquerie politique pure et simple.

L'absence d'un véritable parti ouvrier de masse après 79 ans de lutte de classe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'un véritable parti socialiste ou communiste, l'incapacité de la classe ouvrière de se doter d'une nouvelle direction, la division sans fin des courants politiques qui se réclament du marxisme et du socialisme, ne signifierait-il pas que leurs dirigeants n'ont jamais eu l'intention eux-mêmes de rompre avec le capitalisme et ses institutions, ne serait-on pas en droit de se poser cette question ?

Comment expliquer, qu'une infime minorité de travailleurs que leurs conditions ne portaient pas particulièrement à se tourner vers le socialisme, soient parvenus malgré tout à l'adopter, parfois en l'abandonnant par la suite, car démoralisés par la tournure de la situation, et qu'on se retrouve une poignée à être demeurés fidèles au socialisme ?

Cela s'appelle être pris à son propre piège ou l'art d'être les dindons prévisibles d'une indigne farce électorale.

Le NFP a fait croire à des millions de travailleurs qu'aux termes de ce scrutin il pourrait gouverner, or l'opportunité ne lui en sera pas accordée, car l'ensemble de la réaction se coaliserait pour le renverser à la première occasion en adoptant une motion de censure.

Il ne leur reste plus qu'à paralyser l'économie du pays par une grève générale jusqu'à satisfaction de toutes leurs revendications sociales ou à se résigner à vivre sous un régime profondément antisocial et totalitaire.

Ceux qui une nouvelle fois ont mis leur sort entre les mains des institutions de la Ve République en participant à cette élection, ont été trompés ou ont commis une erreur fatale. Quand on a à l'esprit que cela dure déjà depuis 66 ans, on comprend que bien des militants soient démoralisés, surtout après l'épisode de la dictature au Covid-19 durant laquelle ils servirent de cobayes. On aurait pu croire qu'ils auraient été échaudés, qu'ils auraient tiré des enseignements de cette mystification dont ils furent les victimes, et bien pas du tout. Etonnant. Non, parce que finalement à l'issue de cette épreuve, ils ont conservé le même mode de vie, leurs conditions n'ont pas été radicalement affectées, ils ont conservé les mêmes habitudes, alors pourquoi voudriez-vous qu'ils aient soudainement envie de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République. S'il y a des travailleurs dont ce serait l'intention, c'est ailleurs qu'il faut les chercher, et certainement pas parmi ceux qui placent encore leurs espoirs dans l'un des partis du NFP ou du mouvement ouvrier.

Lu. Petites phrases collaborationnistes. Une menace et Macron « se tâte », quoi, mystère ? Les chinoiseries de l'OTAN agacent.

- **Benoît Hamon (Génération.s)** - "*Aucune coalition ne peut gouverner sur son seul programme*"
11 juillet 2024

Marine Tondelier et Olivier Faure, conscients que peu de choses pourraient passer en l'état des forces à l'Assemblée, estiment que le projet du NFP est davantage une « base » qu'une fin en soi.
Le HuffPost 12 juillet 2024

- Le syndicat agricole La Coordination rurale a lui aussi fait entendre sa voix, en menaçant de sortir « *les fourches* » dans le cas où LFI ou Marine Tondelier, la secrétaire nationale d'EELV, arriverait au gouvernement. Le HuffPost 12 juillet 2024

- Dans le camp macroniste, ce n'est pas « *Opération Matignon* » ces jours-ci, mais plutôt « *Opération Désunion* ». Alors que Gabriel Attal termine seul en lice pour prendre la tête du groupe Renaissance à l'Assemblée, Gérald Darmanin ne cache plus son agacement. Dans un message aux députés Renaissance, le ministre de l'Intérieur a estimé que l'élection d'Attal ne réglait « *aucun des deux problèmes majeurs* » : « *ni la ligne politique* » ni « *le fonctionnement du parti* ». En effet, le camp présidentiel se tâte sur la stratégie à adopter, entre mains tendues à droite ou à gauche.

Faut-il y voir un début de fronde ? En tout cas, Emmanuel Macron a déploré le « *spectacle désastreux* » donné par son camp lors d'une réunion de ses ténors à l'Élysée. Le président a exhorté ses troupes à privilégier « *la Nation plutôt que les ambitions prématurées* », ont indiqué des participants à l'AFP. 20minutes.fr 12 juillet 2024

- « *Etablir des ennemis imaginaires pour maintenir son existence et étendre son pouvoir* » ne concerne pas seulement l'extrême droite...

« *La soi-disant sécurité de l'OTAN se fait aux dépens de la sécurité des autres, et une grande partie de l'anxiété sécuritaire colportée par l'OTAN est de sa propre initiative* », a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lin Jian. « *Le soi-disant succès et la force dont l'OTAN se vante constituent une menace importante pour le monde* », a-t-il insisté accusant le bloc militaire occidental d'« *établir des ennemis imaginaires pour maintenir son existence et étendre son pouvoir* », a-t-il ajouté. (Sommet de l'OTAN : Pékin fustige une « *rhétorique belliqueuse* » et « *empreinte d'une mentalité de Guerre froide* » - RT 12 juillet 2024)

Communiqué du Parti des travailleurs du 7 juillet 2024.

<https://parti-des-travailleurs.fr/wp-content/uploads/2024/07/communiqu-7-juillet-2024-1.pdf>

PT - Mais répétons-le, le vote massif pour les candidats du Nouveau Front populaire, loin d'être une approbation du front républicain, se dresse au contraire contre la tactique du front républicain. Car, à l'encontre de cette tactique et indépendamment des dirigeants du Nouveau Front populaire (NFP), pour des millions de travailleurs et de jeunes, leur vote en faveur du NFP prend à leurs yeux le contenu d'un vote classe contre classe.

J-C - Faux, car si tel était le cas, ces millions de travailleurs et de jeunes auraient voté pour les candidats du PT ou de LO, et non pour ceux du NFP. Qu'est-ce que signifie une telle déclaration, sinon que cette interprétation ne correspond pas à la réalité ou elle est exagérée, elle ne tient pas compte des rapports existant à l'heure actuelle entre ces millions de travailleurs et jeunes subordonnés au capitalisme et ses institutions, sans préjuger de l'évolution à venir de ces rapports, mais on ne peut pas ou on ne doit pas confondre les deux et induire ainsi en erreur les travailleurs et militants qui avaient des illusions dans le NFP, ce serait le pire service à leur rendre, et le meilleur à rendre au NFP dont la nature est réactionnaire ou antisocialiste.

PT - Or les élections du 9 juin, du 30 juin et du 7 juillet montrent une exigence de rupture largement majoritaire dans le pays.

J-C - Certes, une "*exigence de rupture*" avec la politique de Macron, mais certainement pas avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, répétons-le, il ne faut pas confondre les deux ou attribuer aux travailleurs un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas encore atteint.

PT - C'est une république dirigée par et pour la majorité qui n'a que son travail pour vivre, une république ouvrière qu'une Assemblée constituante souveraine pourrait, devrait mettre en place.

J-C - Une Assemblée constituante souveraine serait une institution politique bâtie sur le même modèle que celle ayant toujours servi les intérêts des exploités, c'est-à-dire, où toutes les classes y seraient représentées, contrairement au soviétique où seuls les partis ouvriers et les syndicats y participaient.

Dans quelle mesure cela pose problème ? C'est très simple à comprendre. Compte tenu que la classe des capitalistes détiendrait encore le pouvoir économique, elle s'en servirait au sein de cette institution pour préparer son renversement par un coup d'Etat, mais aussi pour corrompre ou acheter une partie de leurs élus réfractaires à une révolution socialiste ou craignant une guerre civile, car il ne fait aucun doute que les élus véritablement acquis au socialisme ou au communisme seraient en minorité, cette Assemblée constituante serait dominée par une écrasante majorité d'élus réformistes bourgeois ou sociaux-démocrates.

Dit autrement, cette Assemblée constituante offrirait aux partis des capitalistes et à ceux du mouvement ouvrier à leur service, la possibilité d'y occuper une large place pour défendre l'ancien régime qui n'aurait pas disparu pour autant, et se livrer à un travail de sape ou d'obstruction systématique qui perturberait gravement le fonctionnement de cette institution. Ils disposeraient ainsi d'une formidable tribune du fait que leurs discours seraient relayés en boucle 24h/24 par leurs puissants médias pour mener leur lutte de classe, ce qui leur permettrait de préparer dans les meilleures conditions une guerre civile dont ils prendraient l'initiative, et dont l'issue ne ferait dès lors plus aucun doute, compte tenu qu'ils disposeraient toujours d'une énorme puissance financière et qu'ils pourraient compter sur le soutien de l'armée.

Le PT se gargarise de formules dont il n'a jamais réellement compris la signification, qui appliquées aveuglément peuvent conduire aux pires défaites. A moins qu'il n'en soit rien et tente de nous tromper délibérément. Quand on rejette les enseignements de la révolution russe de 1917, on est conduit infailliblement à rejoindre les rangs des opportunistes.

Une dernière précision.

Aucune Assemblée constituante souveraine dans le monde dans le passé n'a incarné une république ouvrière, encore moins une république sociale ou socialiste.

PT - ...rupture avec le capitalisme, rupture avec la Ve République, rupture avec la politique anti-ouvrière. C'est la question centrale qui est posée aujourd'hui.

J-C - Certes, nous sommes au moins d'accord sur ce point, en apparence seulement, car nous ne le sommes pas sur les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à cette rupture.

Et puis, c'est le PT qui en fait une question centrale, à juste raison, mais avant que les travailleurs s'en saisissent ou parviennent à en prendre conscience, il pourrait encore s'écouler un temps considérable. L'absence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire ne signifierait-il pas qu'au cours au cours des 75 dernières années écoulées les travailleurs ne sont pas parvenus à élever leur niveau de conscience au point d'envisager cette rupture, Lénine aurait dit (en 1899), au niveau du socialisme ? Mais bon, le PT s'est détourné des enseignements de Lénine...

Tribune libre.

Des deux côtés de la barrière de classe

Editorial de La Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein (Parti des travailleurs)

https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=10854

Les élections du 7 juillet sont-elles une victoire de l'« arc démocratique » comme s'accordent à le dire la plupart des commentateurs ? En apparence, oui : grâce aux retraits réciproques, il a permis l'élection de nombre d'anciens ministres de Macron et de candidats du Nouveau Front populaire.

En réalité, le 7 juillet, s'est exprimé, sur le terrain déformé de la lutte des classes que sont les élections, le mouvement en profondeur de la classe ouvrière.

Les millions d'électeurs du Nouveau Front populaire ont dit : cette fois, nos exigences doivent être entendues, celles qui ont été maintes fois trahies par les différents gouvernements de gauche dans les quarante dernières années, celles pour lesquelles nous avons fait grève et manifesté par millions. S'est exprimé dans ce vote le caractère insupportable des conditions matérielles d'existence de l'immense majorité.

Cela vaut non seulement pour l'électorat du Nouveau Front populaire, mais aussi pour une fraction des électeurs du Rassemblement national, poussés en ce sens, non parce qu'ils seraient racistes ou fascistes, mais par désillusion, parce qu'ils sont désabusés, déçus par les gouvernements et les partis de gauche par lesquels ils estiment avoir été trahis. Bien sûr, le vote RN est une très mauvaise réponse à leurs désillusions. Mais leur aspiration à une véritable amélioration de leurs conditions matérielles d'existence converge, d'une certaine manière, avec l'aspiration des électeurs du Nouveau Front populaire.

Dans sa signification d'ensemble, on ne peut comprendre le vote du 7 juillet que si on part des conditions matérielles d'existence : plus de la moitié des familles renonce à tout départ en vacances ; la majorité des familles ouvrières et populaires n'arrive plus à boucler les fins de mois ; des millions vivent dans des immeubles devenus insalubres, faute d'entretien, avec des ascenseurs qui ne sont jamais réparés et des charges toujours plus lourdes. On ne peut comprendre ce vote si on écarte les factures d'électricité et de gaz qu'on ne peut plus payer et les salaires qui ne suivent pas l'inflation, l'école qui n'instruit plus, l'hôpital qui ne soigne plus, les bureaux de poste fermés et les quartiers laissés à l'abandon.

Ces conditions matérielles d'existence, imposées à des millions de familles ouvrières, sont le résultat des politiques favorables à la classe capitaliste, poursuivies par les gouvernements de toutes couleurs politiques, obéissant aux exigences de l'Union européenne, du Fonds monétaire international depuis des décennies.

Elles résultent aussi du consensus général pour accorder toujours plus de milliards aux dépenses militaires, en particulier au financement de la guerre en Ukraine.

C'est donc bien un vote de classe, traduisant une puissante exigence de classe, qui s'est exprimé ce 7 juillet. Le Medef a compris la menace. Dans son communiqué du 8 juillet, il met en garde contre une « *conjoncture économique précaire* ». Pour lui, « *le gouvernement qui sera issu du second tour des élections législatives ne pourrait ignorer cette situation préoccupante* ». Par conséquent, le Medef exige : « *La politique économique menée depuis neuf ans a produit des résultats en termes de croissance et donc doit se poursuivre.* »

Pour le Medef, pas question de prendre en compte le vote du 7 juillet. Pire, il le prend en compte en exigeant que le futur gouvernement lui tourne le dos.

Le 7 juillet, la majorité a dit : il faut en finir avec la politique de destruction des droits des travailleurs. Le 8 juillet, le Medef martèle : il faut poursuivre cette politique. Et, pour y parvenir, il s'adresse très logiquement au président de la République, « garant de la cohésion nationale ».

La position du Medef est-elle respectueuse de la démocratie ? Non, bien sûr ! Si la démocratie consiste à respecter les aspirations, les revendications et les besoins du peuple travailleur, les besoins de l'immense majorité qui n'a que son travail pour vivre, alors la position du Medef est contraire à la démocratie. Lorsque le Medef s'adresse à Macron pour lui dire : « *Ne tenez pas compte du vote, faites ce que les intérêts de la classe capitaliste exigent* », il viole les exigences de la démocratie... mais il respecte les institutions de la Ve République. Car les institutions de la Ve République sont précisément faites pour qu'en toutes circonstances les intérêts de la classe capitaliste soient préservés et défendus, même au mépris du vote majoritaire. Bayrou ne dit rien d'autre lorsque, dès le 7 juillet, il rappelle l'origine et la signification de la Ve République (lire page 5).

Vingt-quatre heures après le vote, on assiste déjà au ballet incessant de tous ceux qui se portent candidats à des solutions « *négociées* », à des gouvernements de coalition permanente ou de coalitions temporaires avec tel ou tel morceau du centre, voire de la droite. S'expriment en ce sens aussi bien des dirigeants macronistes comme Braun-Pivet que des dirigeants du Nouveau Front populaire, comme Raphaël Glucksmann, Clémentine Autain et autres. Ceux qui, aujourd'hui, cherchent un accord avec Macron seront peu ou prou condamnés à faire ce que dit le Medef, c'est-à-dire à tourner le dos aux exigences contenues dans le vote du 7 juillet.

Mélenchon a tenu un autre discours le soir du 7 juillet. Il a dit : il faudra appliquer tout le programme, rien que le programme, mais tout le programme. Le Parti des travailleurs, on le sait, ne soutient pas le programme du Nouveau Front populaire, programme limité et réformiste qui, de fait, reste dans le cadre des institutions de la Ve République et du système capitaliste. Il n'en reste pas moins que ce programme comporte toute une série d'exigences qui correspondent aux aspirations des travailleurs et de la jeunesse, qu'il s'agisse de l'abrogation de la réforme des retraites ou encore des engagements de recrutement d'enseignants et de soignants ou d'augmentation des salaires.

Du point de vue de la démocratie dont il se réclame, Mélenchon a raison d'affirmer qu'il faut appliquer le programme du Nouveau Front populaire. C'est le mandat confié au Nouveau Front populaire arrivé en tête des élections. La contradiction est dans le fait que Mélenchon, pour mettre en place un gouvernement qui applique le programme du Nouveau Front populaire, s'adresse à Macron et lui demande de respecter le vote de la démocratie. Or chacun sait qu'il n'est pas dans les intentions de Macron – pas plus que dans les buts de la Ve République – d'appliquer un tel programme. La réponse que Macron apportera à la demande de Mélenchon est connue d'avance. Il fera tout pour empêcher la mise en place d'un gouvernement qui mettrait en œuvre le programme du Nouveau Front populaire. Il est à l'Élysée pour défendre les intérêts de la classe capitaliste et non pour défendre la démocratie.

Dès lors, si Macron rejette l'appel de Mélenchon, s'il le fait avec l'aide de ceux qui, venus du Nouveau Front populaire, n'auront cessé de monter des combinaisons et des alliances pour échapper au mandat confié le 7 juillet, alors l'alternative posée se résumera à ceci : ou bien respecter les institutions de la Ve République, ou bien respecter la démocratie.

Ou bien respecter les institutions de la Ve République et s'incliner, à regret certes, mais s'incliner quand même, devant le constat qu'une partie des dirigeants du Nouveau Front populaire a constitué avec les macronistes une alliance pour appliquer une politique contraire au vote du 7 juillet.

Ou bien respecter la démocratie. Et pour l'imposer, en appeler à la mobilisation générale des travailleurs et des jeunes afin qu'ils organisent leur propre action de classe pour faire respecter le mandat. Quitte, pour cela, à outrepasser les institutions antidémocratiques de la Ve République.

Cette alternative se posera à Mélenchon. Mais elle concerne et interpellera les travailleurs et les militants qui se sont mobilisés pour la victoire du Nouveau Front populaire.

Répétons-le, au Parti des travailleurs, nous ne sommes pas partisans du programme du Nouveau Front populaire. Il n'en reste pas moins que, du point de vue de la démocratie, les millions de travailleurs et de jeunes qui ont voté pour le Nouveau Front populaire pour le changement tout de suite, ceux-là sont en droit de s'adresser à ceux qu'ils ont élus et leur dire : *« Nous vous avons élus pour mettre en œuvre vos engagements. Nous vous avons élus pour que les choses changent radicalement. Vous avez un programme, appliquez votre programme ! Et même si Macron ne le veut pas, appliquez ce programme, rompez avec Macron et la Ve République, pas dans trois ans, pas dans six ans, maintenant ! Si c'est là la condition pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas, pour qu'il y ait des enseignants dans les écoles et des soignants dans les hôpitaux, si c'est là la condition pour qu'on parte à la retraite à 62 ou 60 ans, et non pas à 64 ans, alors rompez avec Macron, n'hésitez pas à transgresser les règles antidémocratiques de ce régime. »*

Sinon... sinon, s'il s'agit de se replier sur soi et d'attendre la présidentielle de 2027, gare !

Gare, car d'autres sont en embuscade. Les déclarations du RN ne peuvent tromper personne. Ils ont dit : *« Nous avons perdu cette fois, nous gagnerons la prochaine fois. »* C'est un risque, si ceux qui, appuyés sur la volonté majoritaire de changement des travailleurs et des jeunes, se sont fait élire le 7 juillet renoncent à la rupture.

Pour sa part, le Parti des travailleurs, en toute indépendance, sans appartenir au Nouveau Front populaire, fera tout pour aider à la mobilisation des travailleurs et des jeunes, maintenant, tout de suite, pour toutes les revendications.

Oui, de ce combat, le Parti des travailleurs est partie prenante. Il n'hésitera pas à affirmer que, pour mettre en œuvre les décisions conformes au point de vue majoritaire, il faut rompre, maintenant et tout de suite avec la Ve République. Cette question surgit de fait dans les discussions au sein des organisations ouvrières et démocratiques et dans les assemblées de travailleurs et de jeunes.

Maintenant, tout de suite, balayer la Ve République ! Maintenant, tout de suite, un gouvernement de rupture ouvrière pour appliquer ce qui était contenu dans le vote du 7 juillet !

NPA

Le NPA "*se mobilise*" afin que le Nouveau Front populaire puisse gouverner... avec Macron !

No comment !

LO.

LO - Front ébréché populaire 11 juillet 2024

Alors que tous les dirigeants du Nouveau Front populaire montrent une union de façade pour demander que Macron nomme un Premier ministre issu de leurs rangs, des vidéos filmées dans un TGV montrent Fabien Roussel, secrétaire national du Parti Communiste, envisager au téléphone des alliances possibles pour gouverner avec le camp Macron « *sans les Insoumis* ». Il y évoque un soutien du PCF « *en participant* » au gouvernement, voire « *sans participer* ».

Il n'y aura pas de changement sans mobilisation massive et consciente des travailleurs ! - Editorial Nathalie Arthaud 8 juillet 2024

<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/editoriaux/ny-aura-changement-sans-mobilisation-massive-consciente-travailleurs-176414.html>

L'OTAN de la guerre perpétuelle contre tous les peuples.

Sommet de l'OTAN à Washington - Réseau Voltaire 11 juillet 2024

- Le premier grand sujet du sommet était la consolidation des industries de défense occidentales, car, dans la pratique, les stocks de l'Otan s'épuisent. Il existe une telle différence avec leurs équivalents russes, que les armes détruites en Ukraine ne parviennent plus à être remplacées. Les Alliés ont donc adopté des plans nationaux de production. Ils se sont également engagés à renouveler rapidement des moyens critiques en Ukraine, et plus particulièrement, les munitions et les systèmes de défense aérienne et antimissile.

- Le second thème du sommet était la guerre contre la Russie en Ukraine, alors que la seconde ligne de défense ukrainienne vient d'être percée par les armes russes. Les Alliés ont décidé d'établir le « *Programme Otan de formation et d'assistance à la sécurité en faveur de l'Ukraine* » (NSATU) afin

de coordonner les livraisons d'équipements militaires et les activités de formation militaire organisées par les Alliés et leurs partenaires.

Comme on pouvait s'y attendre, les Alliés comptent dégager une enveloppe de base « *d'au moins 40 milliards d'euros* » pour l'année à venir et maintenir ensuite l'assistance à la sécurité à un niveau suffisant « *pour que l'Ukraine l'emporte* » face à la Russie.

- Le troisième objectif du sommet était d'étendre la zone d'intervention de l'Otan à l'Asie-Pacifique dans le but de contenir la Chine. Jens Stoltenberg poursuit ce projet depuis 2019 [1].

Il a été confirmé par la National Security Strategy du président Biden [2]

C'est pourquoi le Premier ministre japonais Fumio Kishida, le président sud-coréen Yoon Suk-yeol, le Premier ministre néo-zélandais Christopher Luxon et le vice-Premier ministre et ministre de la Défense de l'Australie, Richard Marles, avaient été invités.

Ce projet se heurte cependant à un problème culturel : les pays de l'Asie-Pacifique sont souvent d'anciennes colonies des membres actuels de l'Otan. Ils se sont aujourd'hui affirmés en tant qu'états indépendants et se sont plus développés que les Occidentaux. Ils aspirent à la stabilité, tandis que l'Otan ne leur promet que de jouer un rôle dans des guerres à venir.

Les États-Unis ont d'abord pensé étendre l'Otan via le « *Quad* » (États-Unis, Australie, Japon et Bharat). Mais les Indiens se sont nettement retirés, choisissant de se tenir à égale distance de Washington et de Beijing. Ils ont donc substitué, en mai dernier, les Philippines à l'Inde, dans ce qu'ils nomment désormais le « *Squad* ». Ils tentent d'y joindre la Corée du Sud, d'où le traité de défense mutuelle, signé en juin par la Corée du Nord et la Russie. Réseau Voltaire 11 juillet 2024

[1] « *L'Otan souhaite devenir l'Alliance atlantico-pacifique* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 10 décembre 2019.

[2] National Security Strategy, The White House, October 2022.

Guerre de l'OTAN à la Russie.

Tragédie de l'hôpital pédiatrique de Kiev : Moscou s'insurge des mensonges ukrainiens - RT 10 juil. 2024

Les médias britanniques ont accusé sans nuance la Russie d'être derrière la tragédie de l'hôpital pédiatrique de Kiev. De son côté, l'ambassadeur russe à l'ONU a dénoncé la propagande des autorités ukrainiennes, rappelant la proximité du sommet de l'OTAN et que ce n'est pas la première fois qu'un de leur missile anti-aérien provoquait un drame.

«*Poutine bombarde les enfants cancéreux*», n'a pas craint de titrer le *Daily Mirror* le 9 juillet, au lendemain de la tragédie de l'hôpital pédiatrique de Kiev. Titrant de manière similaire, le *Daily Mail* a estimé que ces «*atrocités montrent pourquoi la Grande-Bretagne et l'Otan DOIVENT dépenser davantage pour la défense*».

Le *Daily Express* a quant à lui évoqué un «*raid de missiles "génocidaire" de Poutine contre un hôpital pour enfants*». «*Une guerre contre la vie elle-même*», a pour sa part choisi le *Guardian*.

Un rapprochement qu'avait également fait le porte-parole du Kremlin, dénonçant au micro du journaliste Pavel Zaroubine la tendance de Kiev à organiser ses opérations de relations publiques *«dans le sang»*. *«Les tentatives du régime Zelensky d'utiliser la tragédie de l'hôpital pour enfants de Kiev à des fins de propagande confirment une fois de plus son essence inhumaine et nazie»*, avait pour sa part dénoncé la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.